

Développement des ressources humaines

La santé et l'éducation de qualité sont la clé de la sécurité humaine



Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.



Zambie : Les étudiants travaillent sur une expérience scientifique au Malcolm Moffat College of Education dans le cadre du projet d'amélioration de la connaissance du contenu pédagogique : relier la formation initiale et la formation continue.

Enjeux et actions prioritaires

Problèmes sectoriels

- Deux enfants sur cinq en âge de fréquenter l'école primaire n'ont pas les compétences de base en lecture, en écriture et en calcul.
- Beaucoup de personnes dans le monde n'ont pas accès aux services de santé de base. Chaque année, 100 millions de personnes sont morts dans la pauvreté à cause des coûts des soins de santé.
- Des efforts doivent également être faits pour faire face au vieillissement de la population.

Initiatives de l'exercice 2016

- La JICA a tiré parti des atouts du Japon pour soutenir le renforcement institutionnel et le développement des ressources humaines afin d'offrir à toutes les personnes de tous âges – y compris les femmes, les pauvres, les personnes handicapées et les personnes touchées par un conflit – un accès à une éducation de qualité, des services de santé (couverture santé universelle ou CSU*) et la sécurité sociale.
- La JICA a activement partagé ses activités lors de conférences internationales telles que le sommet du G7 et la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI).

Future coopération

- En adoptant une vision globale du secteur de l'éducation, la JICA aidera les pays en développement à assurer un apprentissage de qualité et continu en fonction des différents besoins des populations.
- Dans le secteur de la santé, la JICA capitalisera sur les expériences et les atouts du Japon pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités à atteindre la CSU grâce à un apprentissage mutuel mondial.
- Dans le domaine de la sécurité sociale, la JICA mettra l'accent sur le renforcement des institutions qui est essentiel pour assurer l'inclusion, la participation sociale des personnes handicapées et le vieillissement actif.

Éducation

● Situation générale

L'éducation est un droit humain fondamental dont tout le monde doit jouir ; c'est un moyen d'atteindre tous les autres objectifs de développement durable (ODD). En outre, l'éducation jette les bases d'une société pacifique et inclusive en favorisant la compréhension de diverses cultures et valeurs.

Cependant, 58 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire dans le monde ne sont toujours pas scolarisés (UNESCO, 2015). On estime qu'au moins 250 millions d'enfants n'ont pas acquis les compétences de base en lecture, en écriture et en calcul (UNESCO, 2014). En outre, il existe des disparités dans l'éducation en raison des facteurs associés à la pauvreté, au sexe, au handicap, à l'origine ethnique, à la langue et au lieu de résidence. Assurer une éducation de qualité pour tous les enfants est une priorité.

Par ailleurs, le chômage mondial des jeunes a connu une tendance à la hausse, avec quelque 225 millions de personnes sans emploi et ne suivant ni études ni formation (OIT, 2014). Il est nécessaire d'élargir l'accès à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels et d'améliorer leur qualité.

Alors que l'accès à l'enseignement supérieur s'améliore régulièrement, le taux brut de scolarisation étant passé de 16 % en 2004 à 29 % en 2014 (UNESCO, 2015), le développement du corps enseignant, la modernisation des installations et équipements et la mobilisation de financements pour la recherche restent à la traîne, ce qui pèse lourdement sur la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche.

● Actions de la JICA

Adoptant une vision globale du secteur de l'éducation – de l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire, de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels à l'enseignement supérieur et à l'éducation non formelle – la JICA aide les pays partenaires à assurer une continuité de l'apprentissage de qualité pour répondre aux besoins de chacun [→ voir l'étude de cas, page 52].

1. Amélioration de l'apprentissage des enfants

La JICA fournit une aide pour que les enfants acquièrent non seulement des compétences de base, mais aussi la capacité d'apprendre et de penser de manière indépendante et de renforcer leur motivation pour un apprentissage continu, tout en respectant les perspectives des pays partenaires et de leurs sociétés. Prenant en compte le lien et la cohérence entre les programmes d'études, les manuels, les matériels d'enseignement et d'apprentissage, les leçons et l'évaluation, la JICA propose des solutions globales pour améliorer l'apprentissage des enfants [→ voir l'étude de cas à droite]. En outre, la JICA réalise un diagnostic du secteur éducatif pour chaque pays partenaire et offre une aide intégrée qui englobe de manière optimale l'élaboration de politiques et de systèmes éducatifs, l'amélioration du cadre d'apprentissage et la gestion autonome de l'école (GAE), et la formation du personnel enseignant.

2. Développement des ressources humaines pour l'innovation et le développement industriel

Les établissements d'enseignement supérieur doivent former des personnes capables d'innover afin de répondre à un éventail de problèmes de plus en plus sophistiqués et complexes dans un contexte de mondialisation et de transition vers une société basée sur la connaissance. Pour ce faire, la JICA contribue à établir et renforcer les capacités des universités qui jouent un rôle central dans les pays partenaires, à renforcer les réseaux entre les universités, et à construire des institutions pour assurer la qualité de l'éducation. L'accent est mis sur la formation des ingénieurs, où le Japon dispose d'une vaste expérience.

Afin de former du personnel prêt à être employé par l'industrie ainsi que des ingénieurs et des techniciens capables de répondre avec flexibilité et compétence aux besoins du secteur privé, la JICA tire également parti des expériences japonaises en matière d'éducation (y compris celles des écoles techniques) pour aider les pays en développement à promouvoir la collaboration industrie-université, élargir l'accès à l'enseignement technique et à la formation professionnelle (ETFP) et en améliorer la qualité. En outre, la JICA soutient le développement de ressources humaines qui contribuent au renforcement des fonctions de l'administration publique, la consolidation des bases du développement socio-économique, et une relation harmonieuse entre le Japon et les pays partenaires [→ voir l'étude de cas, page 31].

3. Éducation pour l'édification de sociétés inclusives et pacifiques

Pour concrétiser l'objectif des ODD de réaliser un monde dans lequel personne ne sera laissé de côté, la JICA intensifie ses efforts pour atteindre les populations socialement et culturellement vulnérables et défavorisées et intègre une approche attentive au genre et au handicap et favorable aux pauvres dans tous ses programmes et projets dans le secteur de l'éducation.

Un accent particulier est mis sur le renforcement de l'éducation des filles ainsi que sur l'inclusion des personnes handicapées, à la

fois aux plans matériel et immatériel. La JICA aide les pays touchés par les catastrophes et les conflits à fournir un environnement d'apprentissage sûr en développant les capacités des administrateurs publics par ses programmes de bourses d'études afin de faire de ces individus des forces motrices du rétablissement après une catastrophe et du processus de développement. Dans les zones où les enfants non scolarisés et les personnes analphabètes sont confrontés à des difficultés, la JICA élargira son partenariat à d'autres secteurs afin de soutenir l'éducation non formelle, notamment pour l'alphabétisation et l'acquisition des aptitudes nécessaires à la vie quotidienne.

Sécurité sociale

● Situation générale

La sécurité sociale est non seulement un droit humain établi au niveau international, mais aussi un moyen de créer une société plus stable en réduisant la pauvreté et en permettant aux personnes de

Étude de cas

Myanmar : Projet de réforme des programmes de l'éducation de base au niveau primaire



Soutenir le développement de manuels scolaires et de guides pour les enseignants du primaire pour 10 disciplines

Au Myanmar, l'approche centrée sur l'enfant a été appliquée dans le secteur de l'éducation. Cependant, les cours pour la plupart des disciplines sont encore enseignés avec des manuels rédigés il y a une vingtaine d'années sous le régime militaire. Les tests de réussite adoptent une approche très traditionnelle en évaluant si les élèves ont bien mémorisé les leçons. L'environnement d'apprentissage n'encourage pas les élèves à étudier par eux-mêmes.

Après la transition vers un régime civil en 2011, le ministère de l'Éducation du Myanmar a entrepris des réformes institutionnelles globales couvrant les programmes scolaires, les manuels, la formation initiale et continue des enseignants et les tests de réussite (évaluation).

La JICA fournit une aide intégrée comprenant l'élaboration de manuels scolaires pour tous les niveaux de l'enseignement primaire (du CP au CM2) dans 10 disciplines – birman, anglais, mathématiques, sciences, études sociales, éducation morale et civique, compétences de vie, éducation physique, arts du spectacle, et arts visuels – ainsi que les guides de l'enseignant pour ces manuels. La JICA assure également la formation d'intégration des nouveaux enseignants et la formation continue dans les écoles normales.

Les manuels pour la première année et les guides de l'enseignant associés, élaborés avec l'aide de la JICA, ont été distribués à 1,3 million d'élèves et 60 000 enseignants du pays pour la nouvelle année scolaire qui a débuté en juin 2017. Des manuels pour tous les niveaux du primaire et des guides de l'enseignant seront élaborés d'ici 2021. Les nouveaux manuels devraient permettre aux élèves du pays d'acquérir la capacité de penser et de résoudre des problèmes par eux-mêmes.



Les nouveaux cours nourrissent la curiosité des élèves.

vivre en sécurité. Du point de vue de l'amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens, la mise en place de systèmes de sécurité sociale, tels que l'assurance santé et les pensions de retraite, est aussi un enjeu politique majeur dans les pays en développement. Les populations de nombreux pays à revenu intermédiaire, en particulier en Asie du Sud-Est, vieillissent à un rythme rapide, et il est devenu nécessaire de répondre aux besoins émergents, notamment par des services de soins à long terme pour les personnes âgées.

Par ailleurs, la participation des personnes socialement vulnérables, notamment des personnes handicapées, dans les communautés et les activités économiques permettra la formation d'un pays dynamique tiré par une croissance inclusive et durable. La convention relative aux droits des personnes handicapées, ratifiée par plus de 162 pays dont le Japon, stipule que la participation des personnes handicapées dans les activités de coopération internationale doit être assurée. L'élimination des barrières sociales, culturelles, économiques, politiques ou physiques qui entravent la participation sociale des personnes handicapées constitue donc un défi majeur.

Dans les pays en développement, les accidents industriels augmentent avec le développement économique. Cependant, l'établissement d'un cadre juridique dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail et les moyens mobilisés pour garantir son respect sont insuffisants. Par ailleurs, il est également nécessaire de s'attaquer au problème du chômage des jeunes, considéré comme une cause indirecte du Printemps arabe.

● Actions de la JICA

En s'appuyant sur l'expérience et les connaissances du Japon, la JICA mène des projets destinés à améliorer les systèmes de sécurité sociale des pays en développement en mettant l'accent sur les trois domaines suivants :

1. Assurance et protection sociales

Ces dernières années, l'expérience du Japon face à une société vieillissante a suscité un vif intérêt, en tant que pays confronté peu avant les autres à des défis similaires, surtout parmi les pays à revenu intermédiaire d'Asie. La JICA soutient le développement de systèmes d'assurance sociale, de couverture médicale et de pensions de retraite notamment, et le renforcement des politiques de protection sociale et de services de soins de longue durée en faveur des personnes âgées. Dans ces domaines, la JICA fournit des informations sur la mise en place des systèmes de sécurité sociale au Japon et échange des avis avec le personnel concerné.

2. Personnes handicapées et développement

La JICA estime que les personnes handicapées sont des acteurs importants du développement. L'Agence entend parvenir à « la pleine participation et l'égalité » de ces personnes dans les pays en développement, en mettant l'accent sur une aide leur permettant de jouer un rôle actif dans la société. En tenant compte du handicap dans l'ensemble de ses activités de développement, la JICA se concentre sur des aspects spécifiques tels que (1) l'intégration du handicap en incluant des personnes handicapées en tant que bénéficiaires et acteurs ; (2) l'autonomisation des personnes handicapées par la formation aux fonctions d'encadrement et le renforcement des capacités de leurs associations ; et (3) l'amélioration de l'accessibilité physique et à l'information.

3. Travail et emploi

En améliorant la santé et la sécurité dans l'industrie et en renforçant

les normes d'inspection du travail, la JICA contribue à créer un environnement où les personnes peuvent travailler sereinement. La JICA soutient également le développement de systèmes d'orientation professionnelle visant à promouvoir l'emploi des jeunes.

Santé

● Situation générale et activités de la JICA

De nombreuses personnes dans le monde en développement perdent la vie en raison d'un accès insuffisant aux soins de santé. Dans ses efforts pour atteindre l'objectif 3 des ODD, « Santé et bien-être pour tous », la JICA a élaboré des principes directeurs axés spécifiquement sur la réalisation de la couverture santé universelle (CSU)*. Dans cette optique, la JICA travaille avec différents acteurs – dont des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), des banques multilatérales de développement telles que la Banque mondiale, des donateurs bilatéraux et des fondations privées – pour répondre aux questions suivantes.

*Couverture santé universelle : CSU

Selon l'OMS, la CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soit de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

1. Renforcement des systèmes de santé

Le « renforcement des systèmes de santé » est défini comme un processus visant à améliorer et étendre les bases structurelles – telles que l'administration et les finances, les ressources humaines, les installations, le matériel et les équipements – nécessaires à la fourniture des services de santé publique et des services médicaux aux personnes dans le besoin. Le renforcement des systèmes de santé est essentiel pour parvenir à la CSU, qui cherche non seulement à prévenir les difficultés financières occasionnées par les dépenses de santé, mais aussi à faire tomber les barrières géographiques, financières et socioculturelles qui entravent la fourniture des services de santé essentiels.

La JICA a contribué à la promotion de la CSU dans la santé mondiale et le développement à travers de nombreuses conférences et manifestations internationales. Ces efforts ont porté leurs fruits et la réalisation de la CSU a été explicitement intégrée dans les ODD. Dans le cadre du processus de préparation du sommet du G7 d'Ise-Shima en mai 2016, la JICA a participé à un groupe de recherche japonais pour fournir des suggestions techniques, ce qui a conduit à une contribution au plaidoyer mondial. Lors de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) organisée en août 2016 au Kenya, la JICA, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le gouvernement japonais et d'autres acteurs ont annoncé « La CSU en Afrique : Un cadre d'action » [➔ voir l'étude de cas, page 67].

Pour atteindre les objectifs convenus au niveau mondial, la JICA met également l'accent sur la coopération bilatérale. Au Sénégal, par exemple, la JICA a mené un projet de coopération technique visant à reproduire un modèle pour un continuum complet de soins pour la santé maternelle et infantile (SMI) à travers le pays. Parallèlement à ce projet, d'autres mesures d'aide ont été prises, dont l'envoi d'experts auprès du ministère central de la santé, l'octroi de prêts en appui aux politiques de développement et l'invitation au Japon de responsables

sénégalais chargés des politiques et des systèmes pour suivre une formation. La JICA a également encouragé l'apprentissage mutuel entre les pays. Cet effort a pris la forme d'une coopération technique en Thaïlande et d'un programme de formation pour les pays tiers en Égypte, d'une formation pour les instructeurs kaizen en Tanzanie, et d'une conférence internationale sur la santé en Amérique latine organisée en République dominicaine.

2. Amélioration de la santé maternelle et infantile

Environ 99 % des femmes enceintes qui meurent pendant la grossesse ou l'accouchement et des enfants qui meurent avant l'âge de cinq ans vivent dans des pays en développement, ce qui montre que la santé et le bien-être des femmes enceintes et des jeunes enfants constituent un problème majeur dans ces pays.

La JICA a étendu sa coopération à de nombreux pays pour que le « continuum de soins de santé maternelle et infantile » soit plus répandu et durable. La JICA utilise la santé maternelle et infantile (SMI) comme point d'entrée pour renforcer les systèmes de santé afin d'atteindre la CSU. Les mesures spécifiques pour y parvenir comprennent le renforcement des capacités d'élaboration des politiques et de gestion opérationnelle pour la prestation des services SMI, le renforcement des fonctions des établissements de santé, la formation des prestataires de services de santé et la sensibilisation aux problèmes de santé au sein des communautés. En particulier, la JICA aide les pays en développement à mettre en place un carnet SMI en tant qu'outil de promotion du continuum de soins SMI. En novembre 2016, la JICA a co-organisé une conférence internationale sur cet outil à Tokyo [→ voir page 4]. La JICA travaille actuellement avec l'OMS pour soutenir la formulation de lignes directrices internationales sur le carnet SMI.

Pour lutter contre la dénutrition des femmes enceintes et des nourrissons, la JICA participe au mouvement pour améliorer la nutrition (SUN pour « Scaling-Up Nutrition »), une initiative mondiale regroupant de multiples acteurs pour prendre des mesures efficaces d'amélioration de la nutrition. La JICA offre à cette fin une formation aux pays membres dans le cadre de ses efforts de développement des ressources humaines. La JICA forme également des ressources humaines japonaises susceptibles de travailler à l'amélioration de la nutrition dans les pays en développement et participe à la plateforme publique privée pour la nutrition (Nutrition Japan Public Private Platform) en tant que coprésidente afin de promouvoir davantage les efforts public-privé visant à résoudre les problèmes nutritionnels.

3. Lutte contre les maladies infectieuses

Les cas de paludisme, d'infection par le VIH et de tuberculose ont tous diminué, atteignant les cibles des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Néanmoins, 9,5 millions de personnes dans le monde meurent encore chaque année d'une infection (OMS, 2015). En outre, les épidémies de maladies infectieuses émergentes ou ré-émergentes telles que la maladie à virus Ebola constituent une menace mondiale. En conséquence, la JICA aide à construire des systèmes de santé robustes capables de prévenir les crises de santé publique, telles que les épidémies infectieuses, en renforçant les systèmes de laboratoire et la surveillance afin de se conformer au Règlement sanitaire international (RSI). Ces systèmes de santé doivent pouvoir en outre être capables de contenir les épidémies de maladies infectieuses tout en fournissant des services de santé réguliers sans interruption.

Les mesures spécifiques comprennent le renforcement des capacités de production et d'administration des vaccins par une

coopération technique, l'achat de vaccins contre la poliomyélite et d'autre matériel par une aide financière, la mise au point de kits de diagnostic rapide et de systèmes d'alerte précoce, ainsi que l'amélioration des capacités de surveillance et des laboratoires. La JICA contribue également à la lutte contre les maladies infectieuses dans différentes régions par une collaboration de longue date avec les laboratoires régionaux. Ces laboratoires devraient jouer un rôle important dans la lutte contre les épidémies transfrontalières de maladies infectieuses en Afrique, où la mise en réseau des laboratoires s'accélère.

Les technologies du secteur privé, y compris les vaccins et les médicaments efficaces ainsi que les méthodes de diagnostic rapide, sont également essentielles pour la lutte contre les maladies infectieuses. Ces technologies ont été introduites dans la phase 3 du projet de lutte contre la tuberculose qui est en cours de réalisation en Afghanistan.

Étude de cas

Co-organisation d'un événement parallèle à la TICAD VI, « La CSU en Afrique »



Annnonce de « La CSU en Afrique : Un cadre d'action »

Le 26 août 2016, la JICA a co-organisé avec le gouvernement du Kenya, le gouvernement du Japon, la Banque Mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (FMSTP) et la Commission de l'Union africaine, un événement parallèle à la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) intitulé « Couverture santé universelle (CSU) en Afrique ». À cette occasion, elle a présenté le cadre politique permettant aux pays africains de mettre en place la CSU : « La CSU en Afrique : Un cadre d'action ».

Quelque 250 personnes ont assisté à cet événement, dont de nombreux dignitaires. Parmi eux, Shinzo Abe, premier ministre du Japon ; William Ruto, vice-président du Kenya ; Macky Sall, président du Sénégal ; Tedros Adhanom, ministre des Affaires étrangères de l'Éthiopie ; Jim Yong Kim, président du Groupe de la Banque mondiale ; Margaret Chan, directrice générale de l'OMS ; Mark Dybul, directeur exécutif du FMSTP ; Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement ; et Yasuhisa Shiozaki, ministre de la Santé, du travail et du bien-être du Japon. Les participants ont confirmé leur haut niveau d'engagement pour la réalisation de la CSU en Afrique.

En tant que modérateur, le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, a partagé les progrès de la collaboration avec les co-organisateurs.

En se basant sur ce cadre politique, la JICA poursuivra sa coopération globale conçue pour réaliser la CSU en Afrique, aider les pays partenaires à améliorer la protection financière et les services de santé, et renforcer la préparation aux urgences sanitaires.



Le premier ministre Shinzo Abe et d'autres représentants des pays et organisations participants